

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

DASSAULT AVIATION

Société anonyme au capital de 81.007.176 euros, cotée et immatriculée en France
Siège social : 9, rond-point des Champs-Élysées-Marcel Dassault, 75008 Paris
712 042 456 R.C.S. Paris
Siret : 712 042 456 00111.

A. - Comptes consolidés au 31 décembre 2008.

Les comptes consolidés définitifs 2008 du groupe Dassault Aviation, approuvés par l'assemblée générale du 13 mai 2009, sont sans changement par rapport à ceux mis à disposition sur le site Internet de Dassault Aviation le 19 mars 2009 (www.dassault-aviation.com, rubrique Finance / Publications).

B. Comptes annuels au 31 décembre 2008.

I. - Bilan au 31 décembre 2008. (En milliers d'euros.)

Actif	Éléments de l'annexe	31/12/2008			31/12/2007
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2	73 368	-60 734	12 634	8 323
Immobilisations corporelles	2	893 074	-596 133	296 941	301 876
Immobilisations financières	3	227 071	-14 154	212 917	225 816
Total actif immobilisé		1 193 513	-671 021	522 492	536 015
Stocks et en-cours	4	2 986 207	-204 573	2 781 634	2 524 112
Avances et acomptes versés sur commandes		196 953	0	196 953	183 335
Créances clients et comptes rattachés	6	462 039	-139 074	322 965	359 588
Autres créances et comptes de régularisation	7	423 048	0	423 048	411 539
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie	10	3 132 893	0	3 132 893	3 079 215
Disponibilités		200 795	0	200 795	75 354
Total actif circulant		7 401 935	-343 647	7 058 288	6 633 143
Total actif		8 595 448	-1 014 668	7 580 780	7 169 158

Passif	Éléments de l'annexe	31/12/2008	31/12/2007
Capital	11	81 007	81 007
Primes d'émission, de fusion, d'apport		19 579	19 579
Réserves	13	1 971 413	1 755 252
Résultat de l'exercice		352 508	323 496
Provisions réglementées	15	273 194	267 450
Capitaux propres		2 697 701	2 446 784
Provisions pour risques et charges	15	781 363	608 100
Emprunts et dettes financières (1)	16	256 101	261 020
Avances et acomptes recus sur commandes		2 828 489	2 792 243
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17	663 449	682 746
Autres dettes et comptes de régularisation	18	353 677	378 265
Total dettes		4 101 716	4 114 274

Total passif		7 580 780	7 169 158
(1) Dont soldes créditeurs de banque :		10 222	22 831

II. - Compte de résultat.
(En milliers d'euros.)

	Éléments de l'annexe	2008	2007
Chiffre d'affaires net	21	3 540 455	3 605 350
Production immobilisée		127	196
Variation des en-cours de production		288 423	83 450
Reprises provisions et amortissements, transferts de charges		406 824	385 368
Autres produits		7 311	7 244
Produits d'exploitation		4 243 140	4 081 608
Achats consommés		-1 881 689	-1 939 564
Charges de personnel		-636 900	-627 347
Autres charges d'exploitation		-298 218	-317 997
Impôts et taxes		-56 874	-48 918
Dotations aux amortissements des immobilisations	2	-54 950	-44 206
Dotations aux provisions	15	-654 393	-514 039
Charges d'exploitation		-3 583 024	-3 492 071
Résultat d'exploitation		660 116	589 537
Résultat financier	23	19 107	17 121
Résultat courant		679 223	606 658
Résultat exceptionnel	24	-6 503	17 371
Participation et intéressement des salariés		-136 203	-114 747
Impôts sur les résultats	25	-184 009	-185 786
Résultat net de l'exercice		352 508	323 496

III. - Tableau des flux de trésorerie.
(En milliers d'euros.)

Libellé	31/12/2008	31/12/2007
Flux de trésorerie provenant des opérations d'exploitation		
Résultat net	352 508	323 496
Annulation du résultat sur cessions d'actifs immobilisés	665	-25 875
Annulation subventions d'investissements rapportées au résultat	0	0
Net des dotations et reprises aux comptes d'amortissements et de provisions	255 116	183 625
Capacité d'autofinancement (A)	608 289	481 246
Impact de la :		
Variation des stocks et en-cours	-257 522	-93 112
Variation des avances et acomptes versés	-13 618	24 821
Variation des créances clients et comptes rattachés	36 623	-55 617
Variation des autres créances et comptes de régularisation	-11 509	-61 159
Variation des avances et acomptes reçus	36 246	422 107
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	-19 297	107 080
Variation des autres dettes et comptes de régularisation	-24 588	53 074
Augmentation (-) ou diminution (+) du besoin en fonds de roulement (B)	-253 665	397 194
(A+B)	354 624	878 440
Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement		

Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-75 869	-51 357
Acquisition d'immobilisations financières	-2 258	-3 043
Cessions ou réductions d'actifs immobilisés	14 876	89 282
	-63 251	34 882
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement		
Augmentation de capital	0	0
Augmentation des autres fonds propres	0	0
Diminution des autres fonds propres	0	0
Augmentation des dettes financières	107 448	83 217
Remboursement des dettes financières	-99 758	-88 347
Dividendes versés au cours de l'exercice	-107 335	-74 932
	-99 645	-80 062
Variation nette de la trésorerie	191 728	833 260
Trésorerie au 1er janvier (1)	3 131 738	2 298 478
Variation nette de la trésorerie	191 728	833 260
Trésorerie à fin de période (1)	3 323 466	3 131 738

(1) La trésorerie ainsi définie correspond aux postes du bilan suivants :

[Disponibilité] + [valeurs mobilières de placement au coût historique] - [concours bancaires et soldes créditeurs de banque].

V. - Projet d'affectation du résultat 2008.

(En milliers d'euros.)

Origines :

Le bénéfice de l'exercice	352 508
Report à nouveau des exercices antérieurs	1 887 675
	2 240 183

Affectation :

Dividendes	58 730
Report à nouveau	2 181 453
	2 240 183

V. - Annexes aux comptes sociaux.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2008, dont le total est de 7 580 780 milliers d'euros et au compte de résultat de l'exercice, dont le total est de 4 355 794 milliers d'euros et dégagant un bénéfice de 352 508 milliers d'euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008.

Les notes (ou tableaux) n° 1 à 35, font partie intégrante des comptes annuels.

Élément 1. - Règles et méthodes comptables.

Les comptes individuels sont établis conformément au règlement 99-03 du Comité de la réglementation comptable homologué par l'arrêté du 22 juin 1999, ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs du Conseil national de la comptabilité.

Les méthodes qui ont présidé à la présentation des comptes annuels sont comparables d'un exercice à l'autre.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

A. Immobilisations incorporelles et corporelles. - Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production, diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Par exception, les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation. Les frais financiers ne sont pas immobilisés. Chacun des composants identifiés d'une immobilisation fait l'objet d'une comptabilisation et d'amortissements séparés.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sans déduction d'une valeur résiduelle, à l'exception des avions.

Les durées d'amortissement retenues sont fonction des durées d'utilité estimées des actifs. Ces dernières sont revues à chaque clôture pour les actifs immobilisés significatifs.

La durée d'utilité initiale est prolongée ou réduite si les conditions d'utilisation du bien le justifient.

Les durées d'utilité s'établissent comme suit :

Logiciels	3-4 ans
Bâtiments industriels	25-30 ans
Immeubles de bureau	25-35 ans
Agencements et aménagements	7-15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3-15 ans
Avions	4-10 ans
Matériel roulant	3-4 ans
Autres immobilisations corporelles	3-8 ans
Biens d'occasion	au cas par cas

B. Perte de valeur des actifs. - A chaque clôture, la société apprécie s'il existe un indice de perte de valeur et effectue un test de dépréciation si un indice de perte de valeur est détecté. Dans le cadre de la clôture annuelle, un test de dépréciation est systématiquement effectué.

Ces indices de perte de valeur comprennent, notamment, des changements significatifs défavorables, présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique (débouchés commerciaux, sources d'approvisionnement, évolution d'indices ou de coûts, ...) ou les hypothèses ou objectifs retenus par la société (études de rentabilité, carnet de commandes, évolution de la réglementation).

La société déprécie les immobilisations corporelles et incorporelles d'un actif lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur actuelle. Le montant de la dépréciation comptabilisée en résultat est égal à l'écart constaté entre la valeur nette comptable et la valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif correspond au montant le plus élevé entre sa valeur vénale (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'usage.

La valeur d'usage d'un actif est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,9 % et un taux de croissance de 2 %. Le taux d'actualisation retenu intègre les taux en vigueur dans le secteur aéronautique. Les flux après impôts sont projetés sur une période de cinq ans et la méthode tient compte d'une valeur terminale.

C. Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement. - La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, à l'exception de celles qui ont fait l'objet de la réévaluation légale 1976. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire (déterminée par l'entreprise) est inférieure à la valeur brute.

D. Stocks et travaux en-cours. - Les articles entrant en stock de matières premières, produits intermédiaires ou produits finis sont évalués en coût d'acquisition pour les articles achetés et en coût de production pour les articles fabriqués. Les sorties de stocks sont valorisées au prix moyen pondéré, à l'exception des avions qui sont sortis à leur coût d'acquisition.

Les travaux en-cours sont évalués en coût de production et ne comprennent pas de frais financiers.

Les stocks et travaux en-cours sont dépréciés si leur valeur nette de réalisation est inférieure à leur valeur constatée dans les comptes. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

E. Créances. - Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable.

F. Provisions réglementées. - Les provisions réglementées figurant au bilan comprennent :

- les provisions pour investissements ;
- les provisions pour hausse des prix ;
- les provisions pour risques crédits moyen terme export ;
- les amortissements dérogatoires.

G. Provisions pour risques et charges.

- Coût des départs à la retraite et prestations assimilées : les engagements envers le personnel en matière de coût des départs à la retraite et des prestations assimilées (médailles du travail...) sont provisionnés pour les obligations restant à courir. Ils sont estimés pour l'ensemble du personnel sur la base des droits courus et d'une projection des salaires actuels, avec la prise en compte du risque de mortalité, de la rotation des effectifs et d'une hypothèse d'actualisation.

Les écarts actuariels ou analysés comme tels sont intégralement comptabilisés en résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

- Autres provisions pour risques et charges : dans le cadre de ses activités, la société est amenée à consentir à ses clients des garanties de fonctionnement sur les matériels livrés.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir la quote-part de charges futures jugées probables au titre de ces engagements. Ces provisions sont déterminées sur la base de dossiers techniques ou sur une base statistique.

H. Couverture de change. - La société utilise des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de change liés à l'exploitation.

Ces risques résultent essentiellement des ventes réalisées en dollars US. Les flux de trésorerie futurs correspondants sont partiellement couverts par des opérations de change à terme fermes ou optionnelles.

Les primes payées ou encaissées sur les achats ou ventes éventuelles d'options ne sont portées en résultat qu'à l'échéance de ces options, à l'exception des primes concernant les stratégies « à prime zéro » qui sont portées immédiatement en résultat, afin de ne pas créer de décalages temporaires.

I. Opérations en devises étrangères. - Les charges et produits en devises étrangères sont enregistrés pour leur contrevalet en euros à la date de l'opération de paiement ou d'encaissement, à l'exception des flux nets associés à la couverture de change globale, qui sont comptabilisés au cours de cette couverture pour l'année.

Les créances et les dettes en devises étrangères non soldées sont converties en euros sur la base du cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêt des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires :

- à l'actif du bilan, écart de conversion actif lorsque la différence correspond à une perte latente ;
- au passif du bilan, écart de conversion passif lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les pertes latentes entraînent la constitution d'une provision pour risques.

Les écarts de conversion sur les disponibilités au 31 décembre sont portés au compte de résultat.

J. Constataion du chiffre d'affaires et des résultats. - Les produits des ventes de biens sont comptabilisés lors du transfert à l'acquéreur des risques et avantages de la propriété. En règle générale, il s'agit du transfert de propriété pour la société.

Les prestations de services sont constatées à l'avancement selon les étapes convenues au contrat.

Les résultats sont constatés au fur et à mesure de cet avancement s'ils peuvent être déterminés de façon fiable. Les éventuelles pertes à terminaison sont comptabilisées dès qu'elles sont connues.

K. Plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement. - Les plus-values latentes sur valeurs mobilières de placement ne sont enregistrées que lors de leur réalisation effective.

Suivant le Code de commerce (article 8), les charges d'impôts ne sont comptabilisées qu'avec les produits constatés. L'impôt sur les dites plus-values latentes est donc enregistré en charges payées d'avance jusqu'à prise en compte de la plus value en résultat financier. Cette méthode qui déroge au principe de non constatation partielle d'impôts différés a été adoptée pour donner une image plus fidèle du résultat de la société.

L. Intégration fiscale. - Depuis le 1er janvier 1999, la société Dassault Aviation fait partie du groupe fiscal constitué par la société Dassault Aviation, 9 rond-point des Champs-Élysées Marcel Dassault 75008 Paris, en application des articles 223 A et suivants du CGI.

Cette intégration fiscale est renouvelable tacitement par période de cinq exercices.

Par convention, son incidence est neutre sur les résultats des sociétés intégrées : les charges d'impôt sont prises en compte par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

Élément 2. - Immobilisations incorporelles et corporelles.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2008	Valeurs origine hors reevaluation legale
Immobilisations incorporelles :						
Valeur brute :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	62 242	2 497	7 559	-531	71 767	71 767
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 497	-2 497	1 601		1 601	
Total	64 739	0	9 160	-531	73 368	71 767
Amortissements :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	-56 416	0	-4 849	531	-60 734	
Total	-56 416	0	-4 849	531	-60 734	
Valeur nette :						
Logiciels, brevets, licences et valeurs similaires	5 826				11 033	
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 497				1 601	
Total Immobilisations incorporelles	8 323	0	4 311	0	12 634	
Immobilisations corporelles :						
Valeur brute :						
Terrains	25 827	0	426	-238	26 015	22 231
Constructions	227 991	17	6 116	-1 823	232 301	222 500
Installations techniques, matériel et outillage	438 070	92	18 763	-9 291	447 634	446 806
Autres immobilisations corporelles	163 336	146	18 291	-18 971	162 802	162 520
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 081	-255	23 113	-617	24 322	
Total	857 305	0	66 709	-30 940	893 074	854 057
Amortissements :						
Terrains	-3 807	0	-440	165	-4 082	
Constructions	-123 748	0	-10 912	1 383	-133 277	
Installations techniques, matériel et outillage	-350 740	0	-23 202	9 042	-364 900	
Autres immobilisations corporelles	-77 134	0	-15 547	5 811	-86 870	
Total	-555 429	0	-50 101	16 401	-589 129	
Dépréciations :						
Autres immobilisations corporelles (1)	0	0	-7 004	0	-7 004	
Total	0	0	-7 004	0	-7 004	
Valeur nette :						
Terrains	22 020				21 933	
Constructions	104 243				99 024	

Installations techniques, matériel et outillage	87 330				82 734
Autres immobilisations corporelles	86 202				68 928
Immobilisations en-cours ; avances et acomptes	2 081				24 322
Total Immobilisations corporelles	301 876	0	9 604	-14 539	296 941

(1) Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles (cf. paragraphe B des principes comptables) :

Une provision de 7 004 milliers d'euros a été comptabilisée en résultat en 2008 sur les avions immobilisés pour tenir compte de l'impact de la crise sur le marché des avions d'affaires d'occasion. Cette provision est égale à la différence constatée entre la valeur nette comptable des avions immobilisés et leur valeur actuelle. La valeur actuelle d'un avion immobilisé correspond au montant le plus élevé entre sa valeur vénale (diminuée des coûts de vente) et sa valeur d'usage. La valeur d'usage de chaque avion immobilisé est calculée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés, avec un taux d'actualisation après impôts de 8,9 % et un taux de croissance de 2 %, une période de projection des flux égale à la durée de location de l'avion et une valeur de revente de l'avion à l'issue de cette période de location.

Les tests de dépréciation réalisés au niveau des autres immobilisations corporelles n'ont mis en évidence aucune autre dépréciation à enregistrer au 31 décembre 2008.

Élément 3. - Immobilisations financières.

(En milliers d'euros)	31/12/2007	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	31/12/2008	Valeurs origine hors réévaluation légale
Participations	191 452		51	0	191 503	191 134
Autres titres immobilisés	4 094		1 800	0	5 894	5 742
Prêts	2 203		342	-414	2 131	2 131
Autres immobilisations financières	28 067		65	-589	27 543	27 543
Total	225 816	0	2 258	-1 003	227 071	226 550
Provisions	0		-14 154		-14 154	-14 154
Valeur nette	225 816	0	-11 896	-1 003	212 917	212 396

État des échéances des immobilisations financières

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Prêts	2 131	389	1 742
Autres immobilisations financières	27 543	0	27 543
Total général	29 674	389	29 285

A. Liste des filiales et participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société et dont la société détient au moins 10 % des actions (en milliers d'euros) :

Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part capital détenue en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	chiffre d'affaires du dernier exercice	bénéfice net ou perte (-) du dernier exercice	Dividende encaissé par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
I. Filiales (détenues à + de 50%)										
A. Filiales françaises										
Dassault Falcon Service	3 680	55 530	99,99 %	59 453	59 453	0	0	125 451	3 380	0
Dassault International	1 529	16 466	99,63 %	19 236	19 236	0	0	2 558	965	0
Dassault-Réassurance	10 459	7 214	99,99 %	10 132	10 132	0	0	2 274	332	0
Sogitec Industries	4 578	46 398	99,74 %	25 348	25 348	0	0	85 764	11 618	0
Total des filiales françaises				114 169	114 169	0	0			0
Dassault Falcon Jet (1)	10 097	420 999	87,47 %	7 767	7 767	0	185 486	1 416 991	5 849	0
Dassault International Inc. (USA)	3 629	34 893	100,00 %	3 727	3 727	0	0	991	489	0
Dassault Procurement services Inc. (USA)	72	34 471	100,00 %	28 965	28 965	0	0	394 481	4 596	0
Total des filiales étrangères				40 459	40 459	0	185 486			0

Total filiales				154 628	154 628	0	185 486			0
Corse Composites Aéronautiques	1 707	6 099	24,81 %	996	996	0	0	30 908	560	0
Eurotradia International (2)	3 000	32 865	16,20 %	3 099	3 099	0	0	38 624	1 816	292
Total participations françaises				4 095	4 095	0	0			292
Total participations étrangères				0	0	0	0			0
Total participations				4 095	4 095	0	0			292

(1) Détention directe, les autres actions, soit 12,53 % du capital, sont détenues par Dassault International Inc. (USA), elle-même filiale à 100 % de Dassault Aviation.

(2) Informations exercice 2007.

B. Autres filiales et participations (en milliers d'euros) :

Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales					
A. Filiales françaises	600	600	0	0	0
B. Filiales étrangères	0	0	0	0	0
Total filiales	600	600	0	0	0
A. Participations françaises	5 903	5 903	0	0	2 471
B. Participations étrangères	32 171	18 172	0	0	1 319
Total participations	38 074	24 075	0	0	3 790

C. Renseignements globaux sur les titres (A+B) (en milliers d'euros) :

(En milliers d'euros)

Renseignements globaux	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société	Montant des cautions et avals fournis par la société	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
	Brute	Nette			
1. Filiales					
A. Filiales françaises	114 769	114 769	0	0	0
B. Filiales étrangères	40 459	40 459	0	185 486	0
Total	155 228	155 228	0	185 486	0
2. Participations					
A. Participations françaises	9 998	9 998	0	0	2 763
B. Participations étrangères	32 171	18 172	0	0	1 319
Total	42 169	28 170	0	0	4 082
Total général	197 397	183 398	0	185 486	4 082

Élément 4. - Stocks et travaux en-cours.

(En milliers d'euros)	Brut	Dépréciation	31/12/2008 Net	31/12/2007 Net
Matières premières	165 966	-59 881	106 085	129 507
Travaux en-cours de production	2 386 371	0	2 386 371	2 097 948
Produits intermédiaires et finis	433 870	-144 692	289 178	296 657

Total	2 986 207	-204 573	2 781 634	2 524 112
-------	-----------	----------	-----------	-----------

Élément 5. - Intérêts sur éléments de l'actif circulant.

Il n'y a pas d'intérêts inclus dans la valeur des stocks et travaux en cours.

Élément 6. - État des échéances de l'actif circulant

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	462 039	338 927	123 112
Autres créances	76 554	76 554	0
Charges constatées d'avance	344 551	344 551	0
Total	883 144	760 032	123 112

Élément 7. - Autres créances et comptes de régularisation.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Autres créances	76 554	106 779
Charges constatées d'avance	344 551	301 430
Compte de régularisation actif	1 943	3 330
Total	423 048	411 539

Élément 8. - Produits à recevoir.

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan (en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Créances clients et comptes rattachés	77 806	106 665
Autres créances et comptes de régularisation	62	88
Valeurs mobilières	0	0
Disponibilités	837	727
Total	78 705	107 480

Élément 9. - Charges et produits constatés d'avance.

(En milliers d'euros)	Charges	Produits
Charges/produits d'exploitation 31/12/2008	(1) 344 551	20 415
Charges/produits d'exploitation 31/12/2007	(2) 301 430	14 151
(1) IS sur plus-values latentes au 31 décembre 2008	337 763	
(2) IS sur plus-values latentes au 31 décembre 2007	297 343	

Élément 10. - Différence d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant (en milliers d'euros).

Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie		
Nature des éléments d'actif circulant	Montant au bilan	Valeur de marché
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31 décembre 2008	(1) 3 130 936	4 086 510
Valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie au 31 décembre 2007	3 076 488	3 913 584

(1) Compris dans les valeurs mobilières de placement et instruments de trésorerie à l'actif du bilan, l'écart (1 957 milliers d'euros) correspond aux primes payées sur les options de change qui ne sont portées en résultat qu'à l'échéance des dites options (cf. élément 1, paragraphe H).

Élément 11. - Composition du capital social.

	Nombre	Valeur nominale
1. Actions/Parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	10 125 897	8 euros
2. Actions/Parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	10 125 897	8 euros

Élément 12. - Identité de la société mère consolidant globalement les comptes de la société.

Groupe Industriel Marcel Dassault, 9, Rond point des Champs-Élysées - Marcel Dassault, 75008 Paris	% Intégration
	50,55 %

Élément 13. - Réserves.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Écart de réévaluation	4 305	4 305
Réserve légale	8 101	8 101
Autres réserves	71 332	71 332
Report à nouveau	1 887 675	1 671 514
Total	1 971 413	1 755 252

Réserve d'écarts de réévaluation

(En milliers d'euros)	Variation de la réserve de réévaluation			Montant à la fin De l'exercice
	Montant au début De l'exercice	Mouvements 2008		
		Diminutions dues aux cessions	Autres variations	
Terrains	3 784	0	0	3 784
Participations	521	0	0	521
Total	4 305	0	0	4 305
Réserve de réévaluation (1976)	4 305	0	0	4 305

Élément 14. - Variation des capitaux propres au cours de l'exercice.

1. Résultat de l'exercice

Libellés (en milliers d'euros ou en euros par actions)	2008	2007
Résultat comptable		

milliers d'euros	352 508	323 496
euros par action	34,81	31,95
Variation des capitaux propres hors résultat de l'exercice		
milliers d'euros	5 744	8 536
euros par action	0,57	0,84
Dividendes		
milliers d'euros	(1) 58 730	107 335
euros par action	(1) 5,80	10,60

(1) proposés à l'assemblée générale ordinaire.

2. Tableau de variations des capitaux propres hors résultat de l'exercice (en milliers d'euros)

Libellés	Avant affectation résultat 2007 31/12/08	Après affectation résultat 2007 31/12/08
A -		
1. Capitaux propres à la clôture de l'exercice 2007 hors résultat de l'exercice	2 123 288	2 123 288
2. Résultat 2007 avant affectation	323 496	
3. Affectation du résultat 2007 à la situation nette par l'assemblée générale ordinaire		216 161
4. Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2008	2 446 784	2 339 449
B - Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice 2008		0
1. Variation du capital		0
2. Variation des autres postes		0
C - (= A4 + B) capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2008		2 339 449
D - Variation en cours d'exercice hors résultat 2008		5 744
1. Variation du capital		0
2. Variation des primes, réserves		0
3. Variation des provisions relevant des capitaux propres		0
4. Contreparties de réévaluation - réserve		0
5. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement		5 744
6. Autres variations		0
E - Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 12 / 2008 hors résultat 2008 avant assemblée générale ordinaire. (= C + D)		2 345 193
F - Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice 2008 hors résultat 2008 (= E - C)		5 744

3. Impôt latent (en milliers d'euros)

Provisions réglementées hors provisions pour investissements : 135 764 X 34,43 % = 46 744

Élément 15. - État des provisions.

Nature des provisions (en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions réglementées :					
Pour investissements	134 773	0	(3) 29 841	(3) -27 184	137 430
Pour hausse des prix	55 656	0	(3) 10 562	(3) -11 174	55 044
Amortissements dérogatoires	75 471	0	(3) 17 970	(3) -14 110	79 331
Pour crédit à moyen terme export	1 533	0	(3) 0	(3) -161	1 372
Plus-values réinvesties	17	0	(3) 0	(3) 0	17
Total I	267 450	0	58 373	-52 629	273 194

Provisions pour risques et charges :					
D'exploitation	604 770	0	(1) 303 742	(1) -129 092	779 420
Financiers	3 330	0	(2) 1 943	(2) -3 330	1 943
Exceptionnels	0	0	(3) 0	(3) 0	0
Total II	608 100	0	305 685	-132 422	781 363
Provisions pour dépréciation :					
Sur immobilisations incorporelles	0	0	(1) 0	(1) 0	0
Sur immobilisations corporelles	0	0	(1) 7 004	(1) 0	7 004
Sur immobilisations financières	0	0	(2) 14 154	(2) 0	14 154
Sur stocks et en-cours	121 529	0	(1) 204 573	(1) -121 529	204 573
Clients et comptes rattachés	156 203	0	(1) 139 074	(1) -156 203	139 074
Total III	277 732	0	364 805	-277 732	364 805
Total général des provisions	1 153 282	0	728 863	-462 783	1 419 362
Dotations, reprises et transferts de charges :					
D'exploitation			(1) 654 393	(1) -406 824	
Financières			(2) 16 097	(2) -3 330	
Exceptionnelles			(3) 58 373	(3) -52 629	
			728 863	-462 783	

Détail des provisions pour risques et charges :

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant au début de l'exercice	Autres mouvements	Augmentation dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges :					
Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	232 000		38 520	-19 520	251 000
Pour garantie	279 040		192 992	-87 399	384 633
Prestations de services et travaux restant à réaliser	93 730		72 230	-22 173	143 787
D'exploitation	604 770	0	303 742	-129 092	779 420
Pour perte de change	3 330		1 943	-3 330	1 943
Financiers	3 330	0	1 943	-3 330	1 943
Divers	0				0
Exceptionnels	0	0	0	0	0
Total général des provisions pour risques et charges	608 100	0	305 685	-132 422	781 363

- Provisions pour coûts des départs retraites et médailles du travail : les engagements sont provisionnés en totalité pour les obligations restant à courir et calculés pour l'ensemble du personnel suivant la méthode des unités des crédits projetés :

- la simulation de la carrière est pondérée par la table de mortalité du code des assurances et par le taux de rotation du personnel constaté (variable suivant l'âge) ;
- le coût de départ est retenu au prorata du nombre d'années d'ancienneté du salarié à la clôture de l'exercice par rapport à son espérance totale d'années de carrière ;
- le calcul prend en compte les hypothèses annuelles suivantes : augmentation des salaires : 4,1 %, taux d'actualisation : 4,3 % et taux d'inflation : 2 %.

- Provisions pour garantie : les provisions pour garantie tiennent compte de l'évolution de la flotte en service et des marchés livrés.

Élément 16. - Emprunts et dettes financières.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	10 292	22 912
Emprunts et dettes financières divers (2)	245 809	238 108
Total	256 101	261 020
(1) Dont soldes créditeurs de banque	10 222	22 831
(2) Dont emprunts participatifs	0	0

Élément 17. État des échéances des dettes.

(En milliers d'euros)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et 5 ans au plus	Dont à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	10 292	10 234	46	12
Emprunts et dettes financières divers (2)	245 809	37 583	208 226	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	663 449	663 449	0	0
Dettes fiscales et sociales	180 648	179 795	853	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 126	13 126	0	0
Autres dettes	136 714	136 714	0	0
Total	1 250 038	1 040 901	209 125	12
(1) Dont soldes créditeurs de banque	10 222	10 222	0	0
(2) Dont emprunts participatifs	0	0	0	0

Élément 18. - Autres dettes et comptes de régularisation.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Dettes fiscales et sociales	180 648	241 215
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 126	7 265
Autres dettes	136 714	115 078
Produits constatés d'avance	20 415	14 151
Compte de régularisation passif	2 774	556
Total	353 677	378 265

Élément 19. - Charges à payer (en milliers d'euros).

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2008	31/12/2007
Emprunts et dettes financières	7 397	7 073
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	524 104	435 059
Autres dettes et comptes de régularisation	250 127	225 299
Total	781 628	667 431

Élément 20. - Éléments relevant de plusieurs postes du bilan (en milliers d'euros).

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	155 228	36 275	0
Prêts	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	57 238	0	0
Créances clients et comptes rattachés	80 527	0	0
Créances diverses	1 318	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	446 379	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	71 432	0	64 198

Autres dettes diverses	0	0	0
------------------------	---	---	---

Élément 21. - Ventilation du chiffre d'affaires (en milliers d'euros).

	Montant 31/12/2008	Montant 31/12/2007
A) Répartition par produits :		
Produits finis	2 719 345	3 123 939
Prestations de services	821 110	481 411
Total	3 540 455	3 605 350
B) Répartition par zone géographique :		
France	1 231 328	920 218
Etranger	2 309 127	2 685 132
Total	3 540 455	3 605 350
C) Répartition par trimestre :		
Premier trimestre	704 014	743 958
Deuxième trimestre	771 830	925 444
Troisième trimestre	979 093	721 217
Quatrième trimestre	1 085 518	1 214 731
Total	3 540 455	3 605 350

Élément 22. - Frais de recherche et développement.

Les dépenses de recherche et de développement sont enregistrées en charge dans l'exercice au cours duquel elles sont constatées et représentent :

(En milliers d'euros)	2008	2007
Charges de recherche et développement	-241 789	-229 882

La stratégie et les axes d'efforts de la société en matière de recherche et de développement sont décrits dans le rapport de gestion.

Élément 23. - Résultat financier.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits de participation	1 622	2 043
Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 519	56
Autres intérêts et produits assimilés	7 865	12 649
Reprises sur provisions :		
- Perte de change	3 330	950
- Titres de participation	0	0
	3 330	950
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	30 818	14 682
Total produits financiers	46 154	30 380
Dotations et provisions :		
- Perte de change	-1 943	-3 330
- Titres de participation	-13 999	0
- Prêts	-155	0
	-16 097	-3 330
Intérêts et charges assimilés	-10 950	-9 929

Total charges financières	-27 047	-13 259
Résultat financier	19 107	17 121

Élément 24. - Résultat exceptionnel.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Produits des cessions d'éléments d'actif :		
- Immobilisations corporelles	13 256	18 453
- Immobilisations financières	0	69 896
	13 256	88 349
Autres produits exceptionnels	614	198
Reprises sur provisions :		
- Investissement	27 184	15 679
- Hausse des prix	11 174	8 649
- Crédit moyen terme export	161	0
- Amortissements dérogatoires	14 110	19 153
- plus-values réinvesties	0	0
- Casa	0	3 013
	52 629	46 494
Charges exceptionnelles opération de gestion	-217	0
Valeur comptable des éléments cédés :		
- Immobilisations incorporelles	0	0
- Immobilisations corporelles	-13 921	-19 018
- Immobilisations financières	0	-43 456
	-13 921	-62 474
Autres charges exceptionnelles (1)	-491	-3 179
Dotations aux provisions réglementées :		
- Investissement	-29 841	-22 699
- Hausse des prix	-10 562	-9 554
- Crédit moyen terme export	0	-1 533
- Amortissements dérogatoires	-17 970	-18 231
	-58 373	-52 017
Autres provisions exceptionnelles	0	0
	-73 002	-117 670
Résultat exceptionnel	-6 503	17 371

(1) Dont charges Casa : 0 en 2008 ; 3 013 en 2007

Élément 25. - Ventilation de la charge d'impôt sur les bénéfices.

(En milliers d'euros)	Résultat avant impôts	Impôts (IS)	Impôts(PVLT)	Résultat après impôts
Résultat courant	679 223	-235 118	0	444 105
Résultat exceptionnel (y compris participation et intéressement)	-142 706	51 109	0	-91 597
Résultat comptable	536 517	-184 009	0	352 508
		-184 009		

Élément 26. - Engagements financiers.

Engagements donnés (en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
- Aval et cautions concernant :		
. Les filiales	185 486	142 232
. Les participations	0	0
. Autres	0	0
Total	185 486	142 232

Engagements reçus (en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Garanties Coface	51 092	190 989
Sûretés réelles (hypothèques, nantissements)	0	0
Total	51 092	190 989

Engagements réciproques (en milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Marchés à livrer à terme - Solde à facturer	15 166 400	13 513 300
Marchés à recevoir à terme - Solde à payer	2 395 948	1 992 746
Commandes d'immobilisations	32 451	13 943
Total	17 594 799	15 519 989

Élément 27. - Dettes et créances garanties par des cautions bancaires.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	500 689	557 272
Avances et acomptes versés sur commandes en cours	3 834	1 877
Total	504 523	559 149

Élément 28. Instruments financiers : portefeuille d'opérations de change en dollars

Dassault Aviation a un risque de change sur les produits de vente des avions Falcon qui sont pour la quasi-totalité libellés en dollars US. Seule une part de ses dépenses est encourue dans la même devise (achats notamment). Dassault Aviation est donc exposé à un risque de change, que la société couvre partiellement en utilisant des contrats de vente à terme et le cas échéant des options de change.

Les instruments financiers détenus par Dassault Aviation sont valorisés ci-dessous à leur valeur de marché.

La valeur de marché correspond aux montants reçus ou payés en cas de résiliation totale du portefeuille, dont la contre-valeur en euros est calculée sur la base du cours du dollar à la clôture. Ce mode de valorisation ne permet pas d'évaluer les résultats réels qui seront réalisés à la date d'échéance des opérations, dans la mesure où il n'est pas tenu compte des variations futures du cours.

La valeur de marché du portefeuille n'est donnée qu'à titre indicatif.

Au cours de valorisation du portefeuille, le taux de couverture prévu ne génère pas de pertes sur les opérations commerciales couvertes.

Valeur de marché	Milliers de dollars US	Milliers d'euros
Au 31 décembre 2008 :		
Options de change	-4 181	-3 004
Opérations à terme	622 594	447 362
Total	618 413	444 358
Au 31 décembre 2007 :		
Options de change	24 633	16 733
Opérations à terme	731 442	496 870
Total	756 075	513 603

Élément 29. Incidence des évaluations fiscales dérogatoires.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Résultat de l'exercice	352 508	323 496
Impôts sur les bénéfices	184 009	185 786
Résultat avant impôts	536 517	509 282
Variation des provisions réglementées	3 087	1 516
Dont :		
- Amortissements dérogatoires	3 860	-922
- Provision pour hausse des prix	-612	905
- Provision pour plus-values réinvesties	0	0
- Provision pour crédit moyen terme export	-161	1 533
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires (avant impôts)	539 604	510 798

Élément 30. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts.

(En milliers d'euros)	31/12/2008	31/12/2007
Accroissements :		
Provisions réglementées :		
- Hausse des prix	55 044	55 656
- Crédit moyen terme export	1 372	1 533
- Amortissements dérogatoires	79 331	75 471
Total	135 747	132 660
Accroissements de la dette future d'impôts	46 738	45 675
Allègements		
Provisions non déductibles l'année de la comptabilisation :		
- Participation des salariés	122 203	100 747
- Pour coûts des départs retraites et médailles du travail	251 000	232 000
Autres provisions partiellement non déductibles (Organic, clients, stocks, garantie, divers,...)	231 096	159 443
Total	604 299	492 190
Allègements de la dette future d'impôts	208 060	169 461
Moins-values à long terme	0	0

Élément 31. Rémunération des mandataires sociaux.

Le montant global des rémunérations perçues par les mandataires sociaux, dont le détail est communiqué dans le rapport de gestion, s'élève à 888 964 euros pour 2008.

Élément 32. Effectif moyen.

	Personnel salarié	Personnel intérimaire mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4 241	
Agents de maîtrise et techniciens	2 138	
Employés	600	35
Ouvriers	1 370	217
Total	8 349	252

Effectif moyen 2007	8 430	271
---------------------	-------	-----

Élément 33. Informations environnementales.

La société Dassault Aviation a comptabilisé à l'actif du bilan au titre des investissements environnementaux un montant de 3 350 milliers d'euros et a porté en charges environ 677 milliers d'euros dans l'exercice, consacrés à des études de risques, d'impacts et de conformité réglementaire. Dassault Aviation n'a pas eu à comptabiliser de passifs environnementaux.

Élément 34. Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

(En milliers d'euros à l'exception du 3 en euros / action.)

Nature des indications	2004	2005	2006	2007	2008
1. Situation financière en fin d'exercice					
A. capital social	81 007	81 007	81 007	81 007	81 007
B. nombre des actions émises	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897	10 125 897
2. Résultat global des opérations effectives					
A. chiffre d'affaires hors taxes	2 810 343	2 969 785	2 853 461	3 605 350	3 540 455
B. bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	375 732	434 310	483 736	690 062	857 547
C. impôts sur les bénéfices	101 710	117 009	120 085	185 786	184 009
D. bénéfice après impôts, amortissements et provisions	226 640	260 901	224 943	323 496	352 508
E. montant des bénéfices distribués	77 969	100 246	74 932	107 335	(1) 58 730
3. Résultat des opérations réduit à une seule action en euros					
A. bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	27,1	31,3	35,9	49,8	66,5
B. bénéfice après impôts, amortissements et provisions	22,4	25,8	22,2	31,9	34,8
C. dividende versé à chaque action	7,7	9,9	7,4	10,6	(1) 5,8
4. Personnel					
A. effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	8 800	8 774	8 614	8 430	8 349
B. salaires et traitements	385 616	393 883	407 858	418 125	422 353
C. charges sociales	188 100	194 380	198 836	209 222	214 547
5. Montant de la participation du personnel	75 547	86 967	74 981	100 747	122 203
6. Montant de l'intéressement	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000

(1) Proposé à l'assemblée générale ordinaire.

Élément 35. - Inventaire des valeurs mobilières détenues en portefeuille au 31 décembre 2008.

(en milliers d'euros)	Nombre de parts ou d'actions	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Valeurs mobilières de placement :				
Bons de caisse/trésor/capitalisation		10 976	0	10 976
Fonds commun de placement		2 482 688	0	2 482 688
Sicav de trésorerie et divers		637 272	0	637 272
Total I		3 130 936	0	3 130 936
Titres de participation :				
Secteur aéronautique - spatial :				
Corse Composites Aéronautiques	184 139	996	0	996
Dassault Aéro Service	5 000	106	0	106
Dassault Aviation Participation	3 700	37	0	37
Dassault Falcon Service	229 990	59 453	0	59 453

Dassault International	10 960	19 236	0	19 236
Dassault International(USA) Inc.	5 050	3 727	0	3 727
Dassault Falcon Jet - actions ordinaires	88 612	3 068	0	3 068
Dassault Falcon Jet - actions préférentielles	69 877	4 699	0	4 699
Dassault Procurement Services	1 000	28 965	0	28 965
Embraer	6 671 360	32 119	13 999	18 120
Eurotradia International	21 625	3 099	0	3 099
Secbat	717	11	0	11
Sogitec Industries	12 478	25 348	0	25 348
Divers		50	0	50
Secteur divers :				
Dassault Assurances Courtage	9 983	457	0	457
Dassault - Réassurance	261 469	10 132	0	10 132
Total II		191 503	13 999	177 504
Autres titres immobilisés				
Odas	1 800	1 800	0	1 800
Sofema	4 998	161	0	161
Sofresa	6 000	3 924	0	3 924
Divers		9	0	9
Total III		5 894	0	5 894
Total général (I+II+III)		3 328 333	13 999	3 314 334

VI. - Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Dassault Aviation, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes. Opinion sur les comptes annuels. - Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations. - La préparation des états financiers au 31 décembre 2008 a été réalisée dans le contexte financier décrit en conclusion du rapport de gestion de votre conseil d'administration.

C'est dans ce contexte que conformément aux dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations des provisions pour risques, telles que décrites en note 1-G de l'annexe aux comptes, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction. Nous avons procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques. - Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci. En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Serge Castillon

Dominique Jumaucourt

VII. - Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du conseil d'administration, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Dassault Aviation et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37, relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;

- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations. - Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2009

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & associés

Serge Castillon

Dominique Jumaucourt

0903378